

*Air Canada*

**M. Lewis:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je veux seulement faire remarquer que les ministériels étaient disposés à rester un plus tard aujourd'hui pour terminer cette question importante, et aviser la Chambre que le projet de loi C-129 sera à l'ordre du jour lundi.

**Le président suppléant (M. Ellis):** Le ministre sait bien que cela ne constitue pas un rappel au Règlement.

**Mme Finestone:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais signaler que si le ministre et le gouvernement conservateur étaient mieux organisés, le ministre n'aurait pas à faire un rappel au Règlement qui n'en est pas un.

**Le président suppléant (M. Ellis):** Ce n'est pas non plus un rappel au Règlement. Reprenons le débat.

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, avant que les conservateurs ne s'enfuient de la Chambre, je tiens à leur rappeler une promesse faite par leur chef le 15 janvier 1985. Il a promis que le gouvernement fédéral n'avait l'intention de vendre ni Radio-Canada ni Air Canada.

Puisque le gouvernement a changé son fusil d'épaule dans le cas d'Air Canada, je suppose qu'on peut bien s'attendre maintenant à ce qu'il décide également de vendre Radio-Canada. Il est honteux qu'un gouvernement qui s'est fait élire en disant que les Canadiens méritaient un gouvernement auquel ils pouvaient faire confiance et qui voulait mettre dehors le gouvernement libéral pour nous en donner un meilleur ait fait volte-face et donné au pays exactement le contraire de ce qu'il avait promis.

Lorsque le premier ministre (M. Mulroney) déclare que telle ou telle institution est sacrée, nous savons qu'il faut comprendre le contraire. Lorsqu'il dit qu'Air Canada n'est pas à vendre, nous savons que ce n'est pas vrai. S'il dit quelque chose aujourd'hui, il peut tout aussi bien se dédire dès le lendemain.

L'un des thèmes fondamentaux de la prochaine campagne électorale sera celui de la confiance qu'on peut avoir en celui qui est le premier ministre depuis quatre ans. Peut-on lui faire confiance s'il promet de faire quelque chose pour les femmes battues ou au sujet des prestations pour enfants? On n'a pas pu lui faire confiance au sujet d'Air Canada, en tout cas.

L'une des premières mesures prises par son gouvernement après son entrée en fonction en 1984 a consisté à désindexer le régime d'impôt sur le revenu. Puis il a tenté de désindexer les pensions de vieillesse, en dépit de la déclaration du premier ministre selon laquelle les pensions de retraite et l'aide aux retraités étaient un dépôt sacré. Les conservateurs divaguent et on ne peut pas leur faire confiance.

Si j'en parle, c'est pour que le gouvernement se rende bien compte à quel point les Canadiens sont déçus, désillusionnés et démoralisés depuis l'entrée en fonction des conservateurs en 1984.

La performance économique de notre pays s'est améliorée. La chose est attribuable à des facteurs internationaux et aux retombées de la croissance économique aux États-Unis. La même chose se serait probablement produite quel qu'ait été le parti au pouvoir. Toutefois, cela n'a pas changé l'attitude des Canadiens à l'égard des conservateurs. Ils ont raison car ils se rendent compte que, même s'il y a plus d'emplois et quelque amélioration dans certains domaines économiques, il faudrait

faire beaucoup plus. Nous avons besoin de probité et d'honnêteté au Canada, mais nous n'en voyons pas. À la place, il y a eu une succession de scandales et un nombre sans précédent de ministres qui ont dû démissionner à cause de diverses accusations portées contre eux par les tribunaux et d'autres faits du même genre.

La population a dû payer les frais d'enquêtes coûteuses sur des membres du Cabinet. Il n'est donc pas étonnant que cette situation se déteint sur l'homme qui dirige le pays, soit le premier ministre.

Quand le gouvernement a annoncé en avril dernier qu'il se proposait de privatiser Air Canada, nous n'avons pas été étonnés de la réaction des Canadiens qui ont dit que c'était une trahison. C'est précisément cela.

[Français]

Monsieur le Président, moi-même j'ai beaucoup d'inquiétude sur l'intégrité et l'honnêteté de ce gouvernement puisque je me rappelle la réunion que le premier ministre (M. Mulroney) a eue avec M. Laberge de la FTQ et la première de ses consultations avec les chefs de file du Mouvement du travail au Canada le 15 janvier 1985. Le premier ministre est sorti et en rencontrant les journalistes, il disait: «Quelques personnes veulent acheter Radio-Canada. Radio-Canada n'est pas à vendre! Air Canada n'est pas à vendre!» Alors, monsieur le Président, comment est-ce qu'on peut se fier à ce premier ministre quand il fait des déclarations qui effectivement sont détournées après plusieurs jours ou bien plusieurs mois?

[Traduction]

Il y a eu récemment un autre exemple de la crédibilité du gouvernement et de l'administration médiocre et minable dont il veut doter le Canada. Il s'agit de l'annonce faite il y a quelques jours que le gouvernement entend consacrer une trentaine de millions provenant des fonds publics pour lancer une campagne de publicité en faveur de l'Accord de libre-échange. Une partie de cette somme a déjà été dépensée.

Le ministre chargé de l'accord commercial a recruté les services du directeur de sa campagne lors de la course à la direction de son parti en 1984 pour s'occuper de cette initiative. Le ministre voyage en avion à réaction d'un bout à l'autre du Canada, assistant à des barbecues et à des réunions pour vanter le libre-échange.

Jusqu'à présent, les campagnes de promotion n'ont pas beaucoup modifié la perception des gens qui continuent à avoir de très sérieuses réserves au sujet de l'Accord de libre-échange. Ils en ont encore beaucoup plus au sujet de ce genre d'utilisation des fonds publics. Ils se demandent comment les conservateurs peuvent cracher un milliard pour renflouer des banques de l'Ouest, dont 300 millions vont à des banques étrangères qui avaient des dépôts à court terme dans ces banques. Ce n'étaient pas des éleveurs ou des agriculteurs, ce n'étaient pas des personnes âgées survivant en retraite sur les économies placées à la Banque commerciale du Canada ou à la Norbanque; c'étaient de grosses machines financières, des États-Unis ou d'ailleurs qui avaient placé leur argent à court terme dans ces banques, en sachant parfaitement les risques qu'elles coutraient. On les a indemnisées.